

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

GRAVELINES, le 22 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SICAL

69 rue du Docteur Pontier
62380 Lumbres

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\SICAL_Lumbres_070.01030\2_Inspections\
2023 plainte bruit\SICAL_lumbres_RAPVI_0007001030.odt
Code AIOT : 0007001030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement SICAL implanté 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres. L'inspection a été annoncée le 13/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à une plainte d'un riverain pour bruits nocturnes reçue par la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICAL
- 69 rue du Docteur Pontier 62380 Lumbres
- Code AIOT : 0007001030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SICAL à LUMBRES exploite une usine de fabrication de papier et de carton d'emballage. L'installation procède également au moulage de pièces en matière expansée, transforme du polystyrène et du polypropylène. La production est destinée notamment au secteur alimentaire (secteurs de la marée, barquettes de viande...) et pharmaceutique.

L'installation est soumise à autorisation pour les rubriques 2440, 2430-2, 329, 2662-a, 1715 et 2921-1-a de la nomenclature des installations classées.

L'établissement fonctionne sous couvert de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2009.

Contexte de la visite d'inspection :

Par courriel du 6/02/2023, le plaignant signale à l'inspection que depuis décembre 2021 la SICAL est devenue excessivement bruyante tout au long de la nuit; ce bruit pouvant s'accroître en seconde partie de nuit à certaines périodes, et se réduisant la plupart des week-end.

Le plaignant indique qu'il a contacté la société SICAL à plusieurs reprises par courriers en janvier et avril 2022, et qu'il avait alors obtenu des réponses qui précisaient dans un premier temps, que des travaux étaient en cours et devraient se terminer fin mars 2022, puis dans un second temps, que la société devait procéder au remplacement de certains silencieux, remplacement prévu pour fin juin 2022.

La situation ne s'étant pas améliorée, le plaignant a contacté l'inspection et précisé ces éléments par courriel du 6/02/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention du bruit et des vibrations	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 13.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu que les bruits gênants ne sont perçus par le plaignant que la nuit, ils n'ont pas pu être constatés au moment de l'inspection. Aussi, une période de quelques semaines a été laissée au cours de laquelle le plaignant avait la possibilité de contacter la société SICAL, de jours comme de nuits, afin de pouvoir signaler toute survenue de bruit particulier afin d'aider l'exploitant à localiser l'origine du bruit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du bruit et des vibrations
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 13.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.</p> <p>L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue au domicile du plaignant le 22/02/2023 matin. Ce domicile se situe à environ 400 m au sud de la société SICAL, sur un terrain légèrement en hauteur par rapport au site industriel. Les bruits étant perçus la nuit, il n'a pas été possible au moment de l'inspection de constater une nuisance sonore particulière depuis le terrain du plaignant qui précise que les bruits gênant font penser à un ronronnement.</p> <p>L'inspection s'est ensuite rendue sur le site de la société SICAL où elle a rencontré les responsables de l'entreprise qui ont confirmé avoir eu des contacts avec le plaignant et avoir fait des recherches, jusqu'à présent sans succès, pour essayer de distinguer quel équipement fonctionnant la nuit pourrait être à l'origine du bruit.</p> <p>La société SICAL précise à l'inspection les actions et travaux réalisés ces dernières années sur le site dans le but d'atténuer les bruits (éléments repris dans le courrier du 14 mars 2023 transmis à l'inspection).</p> <p>Il s'agit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'installation de 3 cabines d'insonorisation de l'onduleuse au département CARTON ; • le capotage des broyeurs des rognés de carton dans l'atelier de transformation ; • le remplacement de l'ensemble des silencieux installés sur les échappements de pompes à vides au niveau du département PAPETERIE ; • l'optimisation du fonctionnement des pompes à vide ; • l'insonorisation du local des pompes à vide ; • l'installation d'un écran qui sépare la zone de stockage de l'extérieur de l'entreprise ; • le remplacement de l'intégralité des silencieux installés sur les presses du département PLASTIQUE par des silencieux haute performance ; • la modification de l'échappement d'un compresseur d'air pour l'orienter vers l'intérieur du site ; • la fermeture systématique des portes des bâtiment de production ; • le déplacement du poste de garde vers le bas du site afin d'éviter que des camions restent bloqués au niveau de la route d'accès. <p>L'exploitant indique qu'il n'a pas reçu d'autres plaintes pour le bruit et qu'il continuera ses recherches pour identifier la source du bruit perçu certaines nuits.</p>

Afin de faciliter ces recherches, il est convenu à l'issue de l'inspection que le plaignant puisse contacter, au cours des semaines suivantes et à l'aide du numéro de téléphone du poste de garde, un responsable de la société SICAL au moment où il entend des bruits gênants.

A l'issue d'une période de deux mois, le plaignant a indiqué à l'inspection (par courriel du 5/05/2023) que certaines nuits étaient toujours plus bruyantes que d'autres, et qu'il avait appelé l'entreprise SICAL notamment les nuits des 27 mars et 5 avril sans qu'il ne s'ensuive d'évolution de la situation.

Type de suites proposées : Sans suite administrative

Proposition d'autres suites :

L'inspection demande à la société SICAL, dans le but d'identifier le bruit gênant, et en application de l'article 13.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999, de réaliser dans un délai de deux mois, des mesures acoustiques d'émergences à des périodes et emplacements définis en accord avec le plaignant.

Conformément aux prescriptions de l'article 13.5 de l'arrêté préfectoral du 2 avril 1999, le choix de l'organisme en charge des mesures et le cahier des charges des mesures seront soumis à l'approbation de l'inspection.